

POLITIQUE DE CONFIDENTIALITE DES DONNÉES

I. Introduction

Champ d'application

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, Règlement général sur la protection des données (RGPD), Axiom Alternative Investments et sa succursale italienne (Axiom), AXM Alternative Investments (AXM) et les Fonds gérés par Axiom ou AXM (les Fonds) tous ensemble désignés dans cette politique comme " Les entités ", " Nous ", " Notre ". Les entités, qui sont les responsables du traitement, les sous-traitants et les destinataires des données à caractère personnel, informent les personnes physiques de la collecte, du traitement et de la conservation des données à caractère personnel dans le cadre d'une relation commerciale.

Définitions

« Traitement » : toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données à caractère personnel ou à des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la divulgation par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

« Responsable du traitement » : L'autorité qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel.

« Destinataire » : une personne physique ou morale, une autorité publique, un service ou un autre organisme, à qui les données à caractère personnel sont communiquées, qu'il s'agisse ou non d'un tiers.

« Tiers » : La personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement.

« Consentement de la personne concernée » : Acte positif clair par lequel la personne concernée manifeste de façon libre, spécifique, éclairée et univoque son accord au traitement des données à caractère personnel la concernant.

« Traitement transfrontalier » : soit :

- a) un traitement de données à caractère personnel qui a lieu dans l'Union dans le cadre des activités d'établissements dans plusieurs États membres d'un responsable du traitement ou d'un sous-traitant lorsque le responsable du traitement ou le sous-traitant est établi dans plusieurs États membres ; ou
- b) un traitement de données à caractère personnel qui a lieu dans l'Union dans le cadre des activités d'un établissement unique d'un responsable du traitement ou d'un sous-traitant, mais qui affecte sensiblement ou est susceptible d'affecter sensiblement des personnes concernées dans plusieurs États membres ;

« KYC » signifie "Know Your Customer" (connaître son client) et parfois "Know Your Client" (connaître son client). KYC ou KYC check est le processus obligatoire d'identification et de vérification de l'identité du client.

« Personne politiquement exposée » (PPE, PEP) est une personne qui occupe une position publique importante et qui est chargée de fonctions publiques importantes.

« Parents et proches », parfois appelés "PPE, PEP par association", partagent généralement un lien familial ou peuvent être les copropriétaires bénéficiaires d'une entité dans laquelle un PPE détient un intérêt.

« Bénéficiaire effectif » : Personne qui détient, directement ou indirectement, plus de 25 % des actions, des droits de vote ou d'un pouvoir de décision équivalent dans une société.

« Gel des avoirs » : signifie qu'il est généralement interdit de traiter les fonds ou les ressources économiques gelés qui appartiennent à une personne désignée ou qui sont en sa possession, détenus ou contrôlés par elle.

II. Données personnelles collectées

Il s'agit d'une liste de données que nous pouvons collecter par le biais de courriers électroniques, de documents reçus ou de formulaires remplis.

- Copies de documents d'identification
- Contenu des documents d'identification
- Informations de contact telles que l'adresse électronique, l'adresse, le numéro de téléphone, le nom du profil de média social
- Facture de services publics
- Cv et contenu du cv
- Description du poste, titre du poste ou procuration pour agir au nom d'autres personnes physiques ou d'une entreprise
- Numéro d'identification fiscale
- Nom, date de naissance ou adresse des personnes identifiées comme des parents proches dans les bases de données d'actualités et de sanctions que nous pouvons consulter.
- Pourcentage de participations dans des structures juridiques.
- Informations sur le site web telles que la page consultée, les statistiques sur la page consultée, le pays, le type d'investisseur (professionnel ou particulier) et la langue préférée.

III. Source des données

Les données que nous pouvons collecter sont :

- Fournies par vous à notre demande afin de respecter nos obligations légales et réglementaires liées à la promotion de la marque ou du produit, ou à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (AML-TF).
- Recueillies par le biais de sources publiques disponibles sur l'internet.
- Issus de bases de données payantes qui rassemblent des informations publiques provenant de différentes sources et les traitent de manière à nous permettre de respecter nos obligations légales et réglementaires en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le gel des avoirs.

IV. Partage des données personnelles avec des tiers

Nous nous engageons à protéger et à respecter la confidentialité de vos informations personnelles et financières. Les entités ne partageront pas ces informations avec des tiers affiliés ou non affiliés, sauf dans les cas suivants :

- Lorsque cela est nécessaire pour effectuer une transaction sur le compte d'un client, par exemple avec la société de compensation ou les dépositaires du compte.
- Lorsque cela est nécessaire pour maintenir ou assurer le service d'un compte client.
- Pour résoudre les litiges ou les demandes de renseignements des clients.
- Avec des personnes agissant à titre fiduciaire ou représentatif pour le compte du client.

- Avec les agences de notation, les personnes qui évaluent la conformité aux normes du secteur, ou avec les avocats, les comptables et les auditeurs de l'entreprise.
- Dans le cadre d'une vente ou d'une fusion de nos activités.
- Pour se protéger contre ou prévenir une fraude réelle ou potentielle, une usurpation d'identité, des transactions non autorisées, des réclamations ou d'autres responsabilités.
- Pour se conformer aux lois fédérales, nationales ou locales, aux règles et autres exigences légales applicables.
- Dans le cadre d'un accord écrit portant sur la fourniture de services de gestion des investissements ou de conseil, lorsque les informations sont divulguées dans le seul but de fournir les produits ou services couverts par l'accord.
- Répondre à une demande officielle émanant d'une autorité publique ou judiciaire.
- Défendre nos droits légaux en cas de litige (fournir des preuves).
- Optimiser et développer nos produits ou services et améliorer notre gestion des risques.
- Améliorer la qualité et la performance de nos systèmes et de nos produits et services.
- Développer des produits, des formations et des objectifs administratifs similaires.

V. Transfert de données

Les Entités sont domiciliées en France, en Italie, en Suisse, au Royaume-Uni et au Luxembourg.

Les données peuvent être partagées entre les Entités lors de l'exécution de nos activités ou pour l'une des raisons détaillées dans le paragraphe "partage des données personnelles".

Lorsque les données sont partagées en dehors de l'Union européenne, nous nous assurons que les principes du GDPR sont respectés.

VI. Conservation des données

Conformément à nos obligations réglementaires et légales, nous conservons les données personnelles liées au KYC ou à toute question réglementaire pendant au moins 5 ans à compter de la fin de la relation d'affaires ou de la dernière opération.

Nous pouvons être tenus de conserver des documents comprenant des données à caractère personnel en vertu du droit commercial ou civil pendant plus de 5 ans.

VII. Droits

Refus _ Nous n'avons pas pour politique de partager des informations personnelles et financières non publiques avec des tiers affiliés ou non affiliés, sauf dans les circonstances susmentionnées. Étant donné que le partage dans les circonstances susmentionnées est nécessaire à l'activité ou est imposé par la loi, les clients n'ont pas la possibilité de s'y soustraire.

En revanche, en ce qui concerne le traitement des données pour lequel vous avez donné votre consentement préalable, comme les communications commerciales par le biais de bulletins d'information envoyés par courrier électronique, vous pouvez choisir de retirer votre consentement.

Accès _ Vous avez le droit d'obtenir la confirmation que des données à caractère personnel le concernant sont ou ne sont pas traitées et, dans l'affirmative, comment et quelles données sont traitées.

Rectification et effacement _ Vous avez le droit de demander l'effacement de vos données personnelles et leur rectification. Votre demande sera analysée en tenant compte de nos obligations légales et réglementaires.

Restriction du traitement _ Peut-être appliqué dans les conditions détaillées à l'article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, Règlement général sur la protection des données (RGPD).

VIII. Contacts

- Responsables de traitement et sous-traitants : Les entités
- Représentant du contrôleur : Axiom Alternative Investments SARL
- Coordonnées :

dpo@axiom-ai.com

Axiom Alternative Investments SARL
5 rue du Colisée
75008 PARIS
FRANCE